

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 575/Juin 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2019

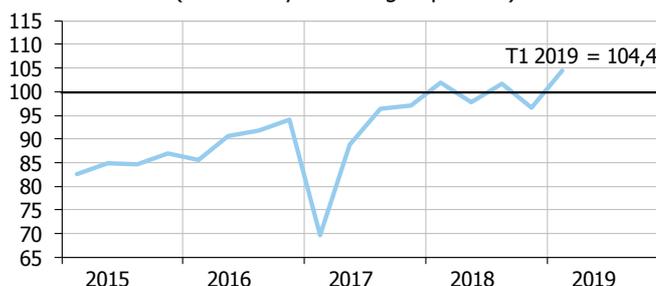
Un début d'année mieux orienté, malgré des difficultés persistantes

Hausse du climat des affaires

Après avoir oscillé autour de sa moyenne de longue période en 2018, l'ICA a atteint un nouveau point haut. **Au 1^{er} trimestre, il augmente de 7,7 points et s'établit à 104,4 points (au plus haut depuis 2012).**

Pour les chefs d'entreprise, le niveau de trésorerie et l'activité ont été bons. L'ICA est davantage porté par sa composante passée (+4,7 points), même si les prévisions d'investissement influencent également l'ICA favorablement (+3,0 points). Pour le trimestre à venir, seuls l'activité et le niveau des prix pèsent négativement sur les perspectives du second trimestre.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance, reste en hausse soutenue au premier trimestre (+2,9 %, CVS). Concernant les entreprises, les encours de crédits mobilisés demeurent dynamiques (+2,5 %) et les indicateurs de vulnérabilité sont bien orientés.

Sur le marché du travail, l'offre d'emploi peine toujours à rencontrer la demande d'emploi. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A augmente de 1,6 % au premier trimestre et les projets de recrutements progressent pour 2019 (+24 % à 6 677). Les échanges commerciaux diminuent, notamment les importations de biens d'investissement.

Stabilité des prix au premier trimestre

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Selon l'Insee, à la fin du premier trimestre 2019, **l'indice des prix à la consommation se stabilise** par rapport au trimestre précédent (-0,1 %).

La légère hausse des prix de l'alimentation (+0,3 %) est compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,2 %) et de l'énergie (-0,3 %). Les prix des services évoluent peu (-0,1 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation affiche une hausse de 0,8 %. Les prix des produits manufacturés diminuent (-0,9 %) alors que les prix de l'énergie (+1,3 %), de l'alimentation (+1,5 %) et des services (+1,5 %) augmentent.

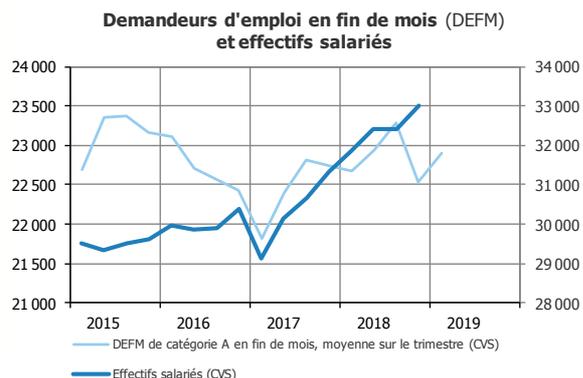
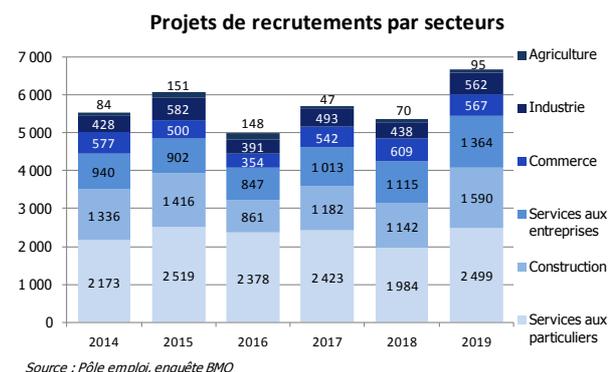
Les services et l'alimentation contribuent respectivement à hauteur de 68 % et 24 % à la hausse des prix.

Hausses des DEFM A et des projets de recrutements

Au premier trimestre, 22 900 demandeurs d'emploi de catégories A ont été recensés par Pôle emploi, soit une hausse de 1,6 % sur le trimestre et de 1,0 % sur l'année.

Cette hausse trimestrielle concerne toutes les tranches d'âge : +4,2 % pour les moins de 25 ans, +0,9 % pour les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans, et +1,9 % pour les chômeurs de 50 ans et plus.

Ce trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A diminue en Martinique (-1,5 %), en Guadeloupe (-0,7 %) et à La Réunion (-0,2 %). En France, on observe une baisse des DEFM A de 0,7 % sur le trimestre et de 1,5 % en glissement annuel.



Sources : Pôle emploi / Dieccte, Acoess

Selon l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » réalisée par Pôle Emploi, **les projets de recrutements pour 2019 augmentent de 24 % en Guyane, à 6 677 projets contre 5 358 en 2018.**

Cette hausse se répartit sur l'ensemble du territoire : +27,9 % soit 5 031 projets pour Cayenne, +23,4 % sur le bassin de Saint-Laurent du Maroni, soit 906 projets et +7,1 %, soit 740 projets à Kourou.

Les recrutements jugés difficiles par les employeurs sont en hausse de 12,6 points à 49,4 %.

Créations et activités des entreprises : des signaux positifs

La Guyane compte 497 nouvelles entreprises au 1^{er} trimestre 2019 (+6,4 %, CVS). D'autre part, le nombre de défaillances d'entreprise diminue (17 contre 27 au quatrième trimestre), les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires sont restés stables, respectivement 11 et 22 au premier trimestre.

Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire (-0,6 %) se stabilise et les impayés sur effets de commerce en volume (-36,4 %) se replient ce trimestre.

Dynamisme de la consommation

Les importations de biens de consommation (durables et non durables) augmentent de 2,9 % au premier trimestre à 121,1 millions d'euros (CVS). Cette dynamique est d'abord portée par les importations de biens durables (hors ventes de véhicules) qui progressent de 9,7 % à 18,6 millions d'euros (CVS). Les importations de biens non durables sont en hausse de +1,8 % (CVS) et se portent à 102,4 millions d'euros.

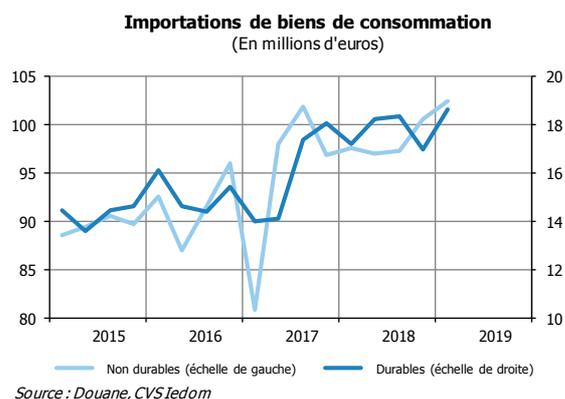
Les crédits à la consommation (232,4 M€) et à l'habitat (909,3 M€) ont respectivement augmenté de 0,5 % et 1,3 %.

Les ménages toujours en difficulté

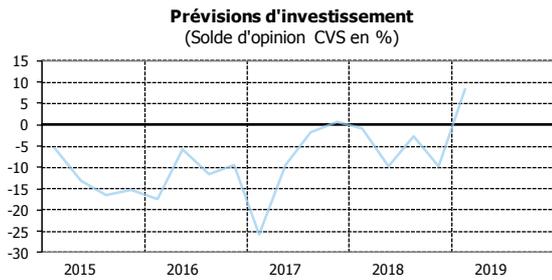
Au premier trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 37,3 M€ (-3,6 % ce trimestre et +1,1 % sur un an). Depuis le 1^{er} janvier, l'État a repris la gestion du RSA en Guyane, réintégrant sa charge dans son budget. En Guyane, il est versé à 21 856 bénéficiaires, majoritairement des femmes seules avec enfants (55,4 %), permettant à 64 722 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister. Sur ces 21 856 bénéficiaires, environ 50 % perçoivent ce revenu depuis plus de 4 ans.

Au 1^{er} trimestre 2019, 76 dossiers de surendettement ont été déposés (+20,6 % ce trimestre) l'ouverture d'un bureau périodique à Saint-Laurent-du-Maroni explique en partie cette hausse des dépôts de dossiers.

Les interdits bancaires de personnes physiques poursuivent leur baisse (-8,5 % sur un an et -1,2 % au 1^{er} trimestre 2019) et le nombre de retraits de cartes bancaires se stabilise à 377.



Des prévisions d'investissement en nette progression



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Au premier trimestre, les encours bancaires des crédits d'investissement augmentent de 2,2 % à 695,6 millions d'euros.

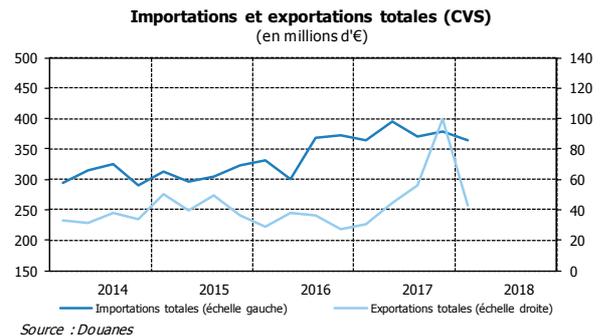
Selon l'enquête de conjoncture, les prévisions d'investissement se redressent. Les taux bas et les perspectives d'activité, liés notamment au plan d'urgence, incitent les entreprises à emprunter. Excepté le secteur des services, l'ensemble des secteurs d'activités prévoit d'investir davantage dans l'année. Ces intentions, qui restent à confirmer n'ont pas été observées depuis 2011.

En revanche, les importations de biens d'investissement diminuent de 5,7 % à 117,7 M€ (CVS), alors qu'elles avaient beaucoup augmenté avec le chantier Ariane 6.

Dégradation de la balance commerciale

En raison de la baisse des importations de véhicules, **les importations diminuent de 3,7 % (CVS) au premier trimestre**, à 363,9 millions d'euros. Elles sont constituées à 33 % de biens de consommation durables et non durables et à 32 % de biens d'investissement.

Les exportations diminuent également de 56,8 % à 43,1 M€ (CVS), elles retrouvent ainsi un niveau structurel après avoir augmenté de façon exceptionnelle au trimestre précédent¹.



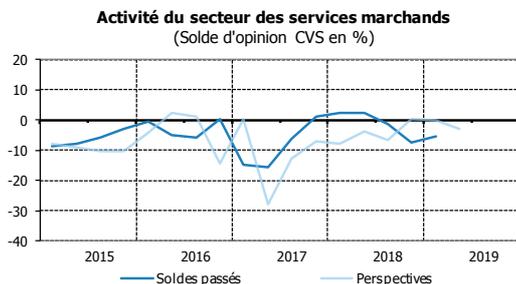
Source : Douanes

Les exportations d'or (-21,1 % à 9,9 M€, CVS) ont diminué au premier trimestre. Par ailleurs, pour le gouvernement, le projet montagne d'Or n'est pas compatible en l'état avec les exigences environnementales. **Les exportations de bois diminuent** (-16,7 % au premier trimestre à 0,5 M€, CVS), la demande locale absorbant l'essentiel du flux et du stock.

Les exportations sont principalement constituées d'or (7,6 M€, données brutes) et de gaz industriels, notamment utilisés pour le spatial (6,3 M€, données brutes). Au premier trimestre, 54 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 15 % de l'Union européenne (hors France), et 10 % de la Martinique et de la Guadeloupe. Seul 1,5 % des importations viennent d'Amérique du Sud. Les exportations se dirigent majoritairement en France (44 %) et au sein de l'Union européenne hors France (15 %). L'Amérique du Sud représente 4 % des exportations, principalement à destination du Brésil. L'ouverture début mai du pont de l'Oyapock (horaires plus larges et installation d'un service douanier) devrait faciliter les échanges avec le Brésil.

Une activité bien orientée dans le BTP

En début d'année, l'activité d'une majorité de chefs d'entreprise est en hausse. La trésorerie et les délais de paiement s'améliorent. Les crédits mobilisés progressent de 2,3 % sur le trimestre, et de 6,8 % sur un an à 1 996,7 millions d'euros. Les soldes de gestion restent bien orientés pour le second trimestre, alors que les prévisions d'activité diminuent légèrement.

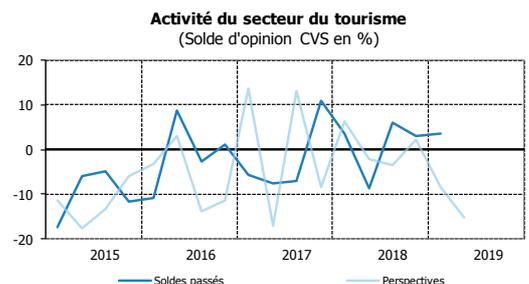


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du secteur des services marchands reste dégradée ce trimestre. Malgré une amélioration des délais de paiement, les charges continuent de peser sur l'activité.

Les encours de crédits mobilisés progressent de 1,2 % à 102,3 millions d'euros. S'agissant de l'activité spatiale, 3 tirs ont été effectués depuis janvier permettant la mise en orbite de 4 satellites, un niveau équivalent à 2017.

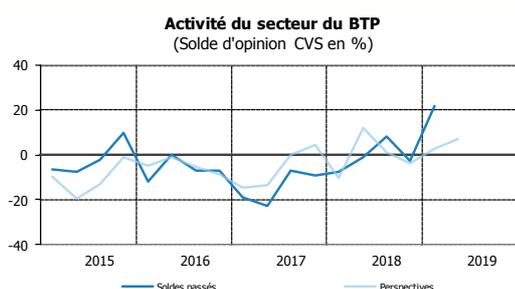
Les chefs d'entreprise du secteur touristique apprécient assez favorablement leur activité au premier trimestre, le niveau de charges est également bien orienté. Les hausses du nombre de nuitées hôtelières (+12,9 %, CVS) et de passagers à l'aéroport (+4,2 %, CVS) viennent corroborer cette perception.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ La hausse des exportations survenue au quatrième trimestre 2018 est expliquée principalement par une transaction exceptionnelle concernant un instrument pour la mesure des grandeurs électriques.

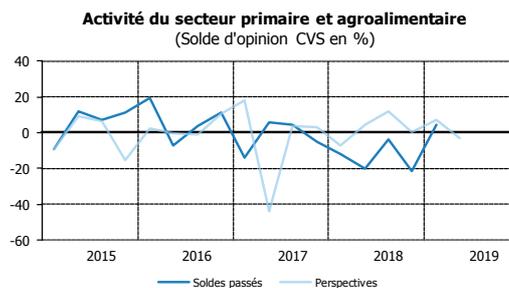
Ce secteur voit également ses encours de crédits mobilisés augmenter (+3,4 %) à 27,7 millions d'euros (donnée du SCR). Cependant des craintes persistent sur les perspectives d'activité au second trimestre.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité des professionnels du secteur primaire et des industries agroalimentaires est bien orientée. La trésorerie s'améliore malgré un niveau de charges et des délais de paiement qui restent dégradés.

Au premier trimestre, les importations de bovins et de porcins ont diminué de 3,4 % à 1 212 tonnes. Les importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture diminuent également de 35,4 % à 5,2 M€ (CVS).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

FLÉCHISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année. Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre. Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipés pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018). Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 22 mai 2019.

TOURISME : VERS UNE AUGMENTATION DES FLUX TOURISTIQUES AVEC LE BRÉSIL ?

En avril, le Président brésilien Jair Bolsonaro a inauguré le nouvel aéroport de Macapá. La construction avait débuté en 2004 ; interrompue rapidement, elle a repris en 2017. Ce nouvel aéroport permettra d'accueillir jusqu'à cinq millions de voyageurs par an, contre deux millions précédemment. Parallèlement, le Président a annoncé la baisse des taxes pour les compagnies aériennes dont les avions utilisent l'aéroport de l'État d'Amapá. Cette mesure devrait permettre de développer les lignes aériennes, dont la ligne Cayenne-Macapá.

Source : <https://www.franceguyane.fr/actualite/economie-consommation/jair-bolsonaro-inaugure-le-nouvel-aeroport-a-macapa-440970.php>

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Rédaction : A. LEMAIRE — Participation aux travaux : W. YUSUF — Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer : juin 2019 – Dépôt légal : juin 2019 — ISSN en cours